



Communiqué de presse – Les Lilas le 05 octobre 2018 Le conseil supérieur des programmes

Créé par la loi de refondation de l'école de 2013, le Conseil supérieur des programmes avait suscité l'espoir. Il s'agissait de renouveler le mode d'élaboration des programmes scolaires : davantage de démocratie, davantage de transparence.

Ce fonctionnement a fait long feu. En témoignent les démissions successives de membres du CSP en désaccord avec la méthode de travail et les orientations.

Dans l'appel intersyndical et associatif de 2012 (1) « *Pour une autre méthode de construction des programmes* », la FSU souhaitait « *en finir avec l'écriture de programmes scolaires, confisquée par quelques « experts » ou responsables, sans réelle concertation avec les professionnels de l'enseignement et de la recherche.* ». Cet appel est plus que jamais d'actualité. La FSU demande que le CSP cesse de travailler en vase clos et dans l'opacité.

(1) appel de 2012 :

Pour une autre méthode de construction des programmes

De nombreux programmes scolaires sont aujourd'hui l'objet de polémiques publiques et de contestations fortes notamment parmi les enseignants chargés de les mettre en œuvre. Cette situation est le fruit d'une politique éducative brutale qui ne laisse aucune place au dialogue et au débat. Elle résulte d'une conception des réformes du système éducatif qui ignore la discussion démocratique sur ce qu'il faudrait enseigner, comment et pourquoi on l'enseigne, et qui, dans le second degré, pour des raisons budgétaires et idéologiques, part des structures.

Il faut en finir avec l'écriture de programmes scolaires, confisquée par quelques « experts » ou responsables, sans réelle concertation avec les professionnels de l'enseignement et de la recherche. Il faut sortir de cette méthode qui impose des choix éducatifs contestés à l'ensemble du système éducatif, et qui conduit à publier des textes ignorant jusqu'aux avis du conseil supérieur de l'éducation, sans même tenir compte d'amendements votés très majoritairement.

Il appartient, certes, à la représentation nationale de fixer les finalités et missions de l'école, lieu de formation de tous les futurs citoyens. Mais les programmes scolaires, vecteurs de ces objectifs, structurent l'enseignement. Ils doivent être mobilisateurs pour les élèves, cohérents entre eux, conçus en complémentarité pour créer du sens et « faire culture ».

C'est pourquoi les enseignants doivent être associés à leur construction, avoir les moyens de se les approprier afin de pouvoir, dans le cadre de leur professionnalité, en faire des outils puissants et efficaces au service des élèves.

Comment imaginer que ce qui sera enseigné ne soit l'objet d'aucun débat sérieux, d'aucune consultation réelle, d'aucune interrogation avec les personnels sur leur faisabilité effective, d'aucune articulation avec les conditions matérielles de leur mise en œuvre ?

Les organisations signataires lancent un appel pour une autre méthode de construction et d'écriture des programmes scolaires qui soit démocratique, transparente, plus respectueuse de « l'expertise » enseignante, et plus conforme aux intérêts des élèves. Inscrite dans un temps suffisamment long pour permettre un bilan de l'existant et une large consultation des enseignants, ouverte à la pluralité des regards et des approches (pédagogiques, disciplinaires, didactiques, sociologiques et politiques...), elle doit prévoir la confrontation, le suivi de la mise en œuvre et la vérification régulière de la pertinence des programmes enseignés avec, en particulier, les personnels et l'ensemble des organisations syndicales.

Elles demandent au ministre de l'Éducation nationale d'ouvrir dès maintenant le chantier de cette rénovation, d'en établir un calendrier qui inclura la remise à plat urgente des programmes les plus contestés ou considérés comme infaisables par les enseignants.

Les premiers signataires

• Des syndicats de personnels de l'éducation :

SNES, SNEP, SNUEP, SNUipp, FSU, SIES-FAEN, SNCL-FAEN

• Des associations et des collectifs de spécialistes :

ACIREPH, AEAT, AFEF, Aggiornamento Hist-Géo, APBG, APEG, APHG, APLV, APSES, APV, CEDREPS, CNARELA, FADBEN, PAGESTEC, UPBM, UdPPC

• Des associations pédagogiques :

CRAP, GFEN